

## Partie I : les Etats-Unis et le monde depuis 1945

### **Exercice amorce 1 :**

Documents à utiliser : carte p. 66-67, carte p. 80-81

Consignes : Montrez que les Etats-Unis ont été une grande puissance de la Seconde Guerre Mondiale et du début de la Guerre Froide à nos jours mais que cette puissance a changé.

A la fin de la Seconde Guerre Mondiale et au début de la Guerre Froide, les Etats-Unis sont une puissance hégémonique. Ils sont les leaders d'un des deux blocs issus des soutiens aux superpuissances issues de la Seconde Guerre Mondiale que sont l'URSS et les Etats-Unis. Les Etats-Unis sont donc les leaders du monde dit libre et se présentent comme le rempart de la démocratie contre les attaques du communisme soviétique. Les Etats-Unis multiplient les alliés à l'échelle de la planète aussi bien en Afrique que sur le continent américain. Le continent asiatique semble leur échapper davantage.

En revanche, de nos jours, les interventions sont planétaires aussi bien du point de vue économique que militaire, diplomatique voire culturel. Le mode d'expansion est aussi bien le *soft power* que le *hard power*. Les Etats-Unis sont donc une superpuissance avec un leadership mondial malgré la concurrence de nouveaux venus sur la scène économique et sur la scène diplomatique et militaire.

### **Exercice amorce 2 :**

Consignes : A l'aide de la double page de cours et de documents p. 62-63, identifiez et expliquez les cinq grands principes qui guident la diplomatie des Etats-Unis depuis le début du XIX<sup>ème</sup> siècle.

La diplomatie des Etats-Unis repose sur cinq principes hérités du XIX<sup>ème</sup> siècle et du début du XX<sup>ème</sup> siècle :

- La doctrine Monroe. Selon la doctrine énoncée en 1823 par le président James Monroe, les États-Unis n'interfèrent pas dans les affaires européennes, mais s'opposent à toute intervention européenne sur le continent américain - c'est le principe de l'Amérique aux Américains.
- La « Destinée manifeste ». L'expression a été forgée au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle par John Lee O'Sullivan : la « *destinée manifeste* » des États-Unis est de se « *répandre à travers tout le continent pour assurer le libre épanouissement de millions de personnes* ». Elle recouvre la conviction que les États-Unis ont vocation à répandre le progrès dans le monde. Cela a aussi des sous-entendus messianiques, faisant de la nation américaine, la nation élue pour amener le progrès au monde.
- En 1903, la « politique du gros bâton », ou « politique du big stick » a été adjointe à la doctrine Monroe. Expression lancée par le président Theodore Roosevelt citant un proverbe, en 1903, « *Parlez doucement et portez un gros bâton [big stick] ; vous irez loin.* » La formule sert à caractériser la politique de Washington en Amérique latine, considérée comme la chasse gardée des États-Unis.
- La politique de la « porte ouverte », soit la doctrine économique qui exige le droit pour tous les pays à commercer librement avec les colonies ou les pays dépendants des puissances coloniales.
- La *new diplomacy* wilsonienne :
  - o repose d'abord sur l'importance de la souveraineté des individus et ce, quel que soit le niveau politique auquel il est fait référence : du local à l'international.
  - o se fonde également sur le principe de la sécurité collective, fondée sur le droit, le respect des peuples et le refus de rendre coupable de la guerre l'un plutôt que l'autre des pays d'Europe comme le souligne le discours du président américain

Woodrow Wilson – thème qu’il reprend en janvier 1918 dans les 14 points Wilson visant à assurer une paix sans bouc émissaire, rendant possible l’autodétermination des peuples. Cette organisation à vocation universelle engage ses Etats membres « à respecter et à maintenir contre toute agression l’intégrité territoriale et l’indépendance politique de tous les membres de la Société ». Cela s’oppose à la politique de « l’équilibre européen » qui, selon lui, a précipité l’Europe dans la 1<sup>GM</sup>.

- s’appuie également sur l’idée de la mise en place d’une organisation visant à gérer la paix mondiale.

Problématique : Comment les Etats-Unis ont-ils transformé et modelé la notion de puissance depuis 1945 en alternant entre interventionnisme de type wilsonien et unilatéralisme ?

## **I. Une puissance globale qui se veut protectrice de la paix dans le monde (1945-1991)**

### **A. 1945, les Etats-Unis une superpuissance protectrice de la paix mondiale**

Documents à utiliser : Les buts de la guerre selon Roosevelt (F. D. Roosevelt, discours sur l’état de l’Union, janvier 1943), Roosevelt, héritier pragmatique de Wilson (A. Kaspi, Le monde selon Roosevelt, *Les collections de l’histoire n° 56*, p. 38-41), La guerre et la paix selon Roosevelt (A. Kaspi, Le monde selon Roosevelt, *Les collections de l’histoire n° 56*, p. 38-41).

#### **Document 1 : Les buts de la guerre selon Roosevelt**

*Lors de son discours annuel devant le Congrès américain, le président Roosevelt expose la vision de la paix défendue par l’Amérique en guerre.*

Nous ne devons jamais oublier ce pour quoi nous combattons. [...]

Nous voulons une paix vraie et durable. Dans les années entre la fin de la Première Guerre mondiale et le début de la Seconde, nous ne vivions pas dans une telle [paix]. [...]

Rappelons-nous aussi que la sécurité économique pour l’Amérique du futur est menacée s’il n’y a pas une plus grande stabilité économique dans le reste du monde. Nous ne pouvons transformer l’Amérique en une île, du point de vue ni militaire, ni économique. [...] La victoire dans cette guerre est notre premier et principal but. La victoire dans la paix est le prochain. [...] Après la Première Guerre mondiale, nous avons tenté d’établir un système pour une paix durable, fondé sur un magnifique idéalisme. Nous avons échoué. Mais notre échec nous a appris que nous ne pouvons maintenir la paix seulement par de bonnes intentions. Cela veut dire s’engager dans l’agrandissement de la sécurité des hommes dans le monde entier. [...]

Source : F. D. Roosevelt, discours sur l’état de l’Union, janvier 1943.

#### **Document 2 : Roosevelt, héritier pragmatique de Wilson**

Isolationniste de raison jusqu’aux années 1930, Franklin Roosevelt engage toutes les forces des États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale. Il décide qu’une fois la paix rétablie les Américains assumeront leurs responsabilités, celles d’une superpuissance.

Franklin Roosevelt est un wilsonien réaliste. [...] En avril 1917, les États-Unis entrent en guerre. Roosevelt participe, au premier rang, à la défense nationale. Il applaudit des deux mains les « quatorze points\* » de Wilson, le projet d’une Société des Nations SDN qui instaurerait la sécurité collective, le droit des peuples à disposer d’eux-mêmes. La politique étrangère des États-Unis repose sur des valeurs universelles, la primauté du Droit, la Justice, la Liberté. [...]

Source : A. Kaspi, Le monde selon Roosevelt, *Les collections de l’histoire n° 56*, p. 38-41

### Document 3 : La guerre et la paix selon Roosevelt

Le 7 décembre 1941, le raid japonais sur Pearl Harbor détruit la quasi-totalité de la flotte américaine dans le Pacifique. [...]Le spectateur engagé cède la place au belligérant. L'Amérique jette toutes ses forces dans la bataille. La guerre est mondiale. [...] Après des années de frustrations, d'hésitations, de demi-mesures, Franklin Roosevelt devient un chef de guerre. Libre à lui maintenant d'imaginer ce que sera le monde, une fois que les démocraties et l'Union soviétique auront remporté la victoire. [...]La priorité des priorités, l'objectif primordial, c'est de gagner la guerre. Quand la paix sera rétablie, les Américains assumeront leurs responsabilités, celles d'une superpuissance. La France, vaincue en 1940, ne retrouvera pas son rang. Le Japon et l'Allemagne seront reconstruits « à l'américaine ». La Chine occupera sans doute une place plus importante que celle qu'on lui attribue. Restent deux alliés avec lesquels il faut compter. [...] La Grande-Bretagne de Winston Churchill est l'alliée privilégiée. Sans elle, pas d'après-guerre solide. L'Europe ne peut pas reprendre vie sans que les Britanniques y tiennent la place principale. [...]Et l'Union soviétique ? Roosevelt n'éprouve aucune sympathie pour le régime stalinien - du moins jusqu'en 1942. Il constate, toutefois, que l'Armée rouge est indispensable pour défaire les armées hitlériennes. Il croit surtout que Staline évoluera. [...]Les Russes ne domineront pas l'Europe. Il faut leur faire confiance. D'ailleurs, les États-Unis n'ont pas le choix. Ils doivent s'entendre avec l'URSS pour que l'après-guerre ne devienne pas une autre avant-guerre. L'opinion américaine est encore plus optimiste. [...] Cependant, à son retour aux États-Unis [après Yalta], Roosevelt a bien compris que l'entente avec l'URSS est très fragile. Il nourrit peu d'illusions. Staline ne cédera rien en Europe et tâchera d'établir un glacis stratégique aux dépens de la démocratie. L'après-guerre n'instaurera pas la paix éternelle et universelle.

Source : A. Kaspi, Le monde selon Roosevelt, *Les collections de l'histoire* n° 56, p. 38-41

Questions :

1. Expliquez quelle est la vision du conflit et celle de la paix défendues par Roosevelt ? Est-il pour autant certain d'y parvenir ?

Une fois les États-Unis entrés en guerre, l'ensemble du pays se transforme en machine de guerre : l'industrie est mobilisée, de même que la population ainsi qu'une quinzaine de millions d'hommes sur tous les fronts. La priorité pour les Américains, c'est de gagner la guerre. Dans ce cadre, ils se dotent des moyens pour être une superpuissance qui doit perdurer après guerre.

Roosevelt a une vision très précise du monde lorsque la paix sera revenue :

- Quand la paix sera rétablie, les Américains assumeront leurs responsabilités, celles d'une superpuissance.
- La France, vaincue en 1940, ne retrouvera pas son rang.
- Le Japon et l'Allemagne seront reconstruits « à l'américaine ».
- La Chine occupera sans doute une place plus importante que celle qu'on lui attribue.

Restent deux alliés avec lesquels il faut compter :

- La Grande-Bretagne de Winston Churchill est l'alliée privilégiée. Sans elle, pas d'après-guerre solide. L'Europe ne peut pas reprendre vie sans que les Britanniques y tiennent la place principale
- L'importance de l'URSS dans le jeu. Roosevelt, qui n'aime pas le Staline, pense que Staline évoluera et qu'il ne cherchera pas à dominer l'Europe. Cependant, après Yalta (4-11 février 1945), Roosevelt prend conscience que la vision hégémonique de l'URSS est bien là et qu'il est difficile d'imaginer un réel changement possible chez Staline.

2. À l'aide des connaissances de première et des documents, montrez que les États-Unis ont l'intention de participer au maintien de la paix à la fois comme « gendarmes du monde » et comme membre d'une organisation internationale de régulation de la paix.

F. D. Roosevelt et le vice-président Harry Truman qui lui succède en 1945 ont construit au fil des années de guerre, une vision particulière de la paix dans le monde.

Dans un premier temps, Roosevelt, comme Truman, voit les Etats-Unis comme une puissance interventionniste à la fin de la Guerre. En effet, comme le dit Roosevelt dans son discours de 1943 « nous ne pouvons maintenir la paix seulement par de bonnes intentions. Cela veut dire s'engager dans l'agrandissement de la sécurité des hommes dans le monde entier ». Les Etats-Unis décident donc, qu'à la fin de la guerre, il est de leur devoir de poursuivre la lutte pour le maintien de la paix contre tout paix qui pourrait la menacer. Cette phrase sous-entend également le soutien aux populations colonisées et le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, soit l'autodétermination.

Roosevelt, en précisant qu'il ne faut pas faire de l'Amérique une île du point de vue ni militaire, ni économique, annonce la fin de l'isolationnisme américain et propose différentes formes d'interventionnisme : militaire, économique.

Les Etats-Unis se présentent donc comme les « gendarmes du monde ».

Néanmoins, le discours de Roosevelt propose la création d'un système fondé sur une paix durable comme après la Première Guerre mondiale. Il propose donc à nouveau de suivre le chemin de la création d'une organisation internationale du maintien de la paix, tirant les leçons des échecs de la SDN, notamment l'absence de participation des Etats-Unis. L'ONU, cette organisation de maintien de la paix est finalement mise en place en 1945.

**Ajout du professeur :** La Seconde Guerre mondiale est marquée par la mise en place de ce que les historiens appellent « la préférence impériale ». Après l'attaque de Pearl Harbor en 1941 et l'obtention de l'entrée en guerre auprès du Congrès, Roosevelt prend beaucoup de décisions seuls. Déjà, il avait signé la charte de l'atlantique avec Churchill sans nécessité de ratification par le Congrès. Les accords de Yalta et de Potsdam qui mettent en place les différents éléments et clauses des règlements de la guerre avec les Alliés sont prises et signés par le président directement. Le Congrès est de moins en moins sollicité et la présidence prend de plus en plus d'importance. Importance qui s'accroît, au moment de la Guerre Froide, grâce à deux organes qui tiennent une place prépondérante jusqu'à la guerre du Vietnam et le mandat de Nixon (1968-1974) : la CIA<sup>1</sup> et le NSC<sup>2</sup> (National Security Council).

## **B. Les Etats-Unis, superpuissance responsable du déclenchement de la Guerre Froide ?**

Documents à utiliser : carte de l'internationalisation de la puissance américaine (manuel Belin TESL), Le plan Marshall, sauver un monde conforme aux intérêts des Etats-Unis (P. Melandri, le coup de génie du général Marshall, *Les collections de l'histoire n° 56*, p. 42), Les Etats-Unis, une puissance impérialiste après 1945 ? (P. Hassner, Un Empire pas comme les autres, *Les collections de l'histoire n° 56*, p. 49 et suiv.), L'action des Etats-Unis dans le monde pendant la Guerre Froide (P. Hassner, Un Empire pas comme les autres, *Les collections de l'histoire n° 56*, p. 49 et suiv.), document 3 p. 69.

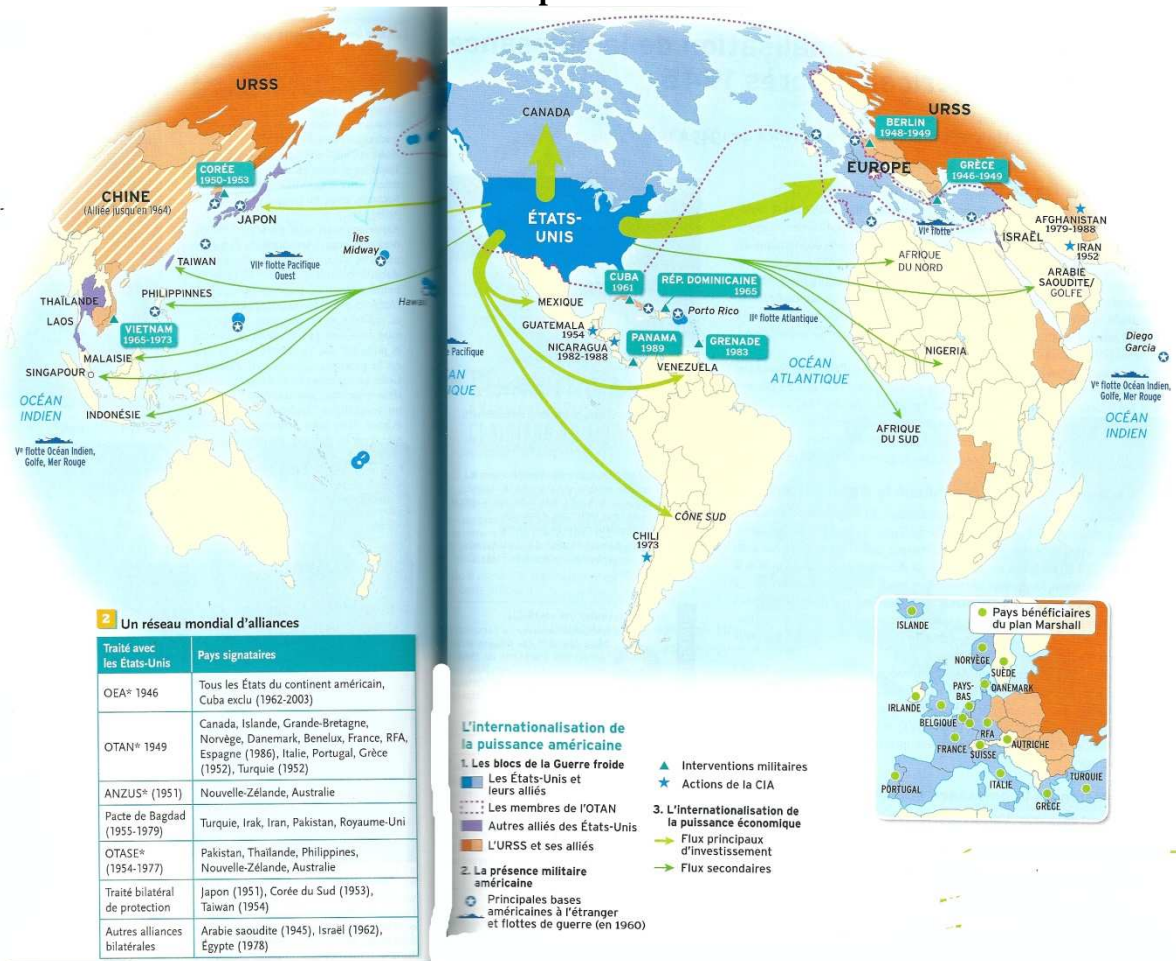
---

<sup>1</sup> Central Intelligence Agency, « Agence centrale de renseignement » Mise en place en 1947 au début de la guerre froide, elle est chargée de recueillir des renseignements à l'extérieur du territoire des États-Unis. Placée sous l'autorité du président, elle se consacre principalement, jusqu'à l'écroulement du bloc soviétique, à la lutte contre le communisme. Mise en cause lors du Watergate, en 1973, elle a été dénoncée pour ses tentatives d'assassinat de Castro ou encore pour son intervention au Chili où elle a soutenu à partir de 1963 les conservateurs contre les socialistes.

<sup>2</sup> Créé en 1947, le **Conseil de sécurité nationale** (*National Security Council* ou *NSC*) est une organisation administrative dépendant directement du président des États-Unis. Il a un rôle de conseil, de coordination et parfois d'impulsion sur les sujets de politique étrangère, de sécurité nationale, et plus généralement sur l'ensemble des questions stratégiques.



## Document 1 : L'internationalisation de la puissance américaine :



## Document 2 : Le plan Marshall, sauver un monde conforme aux intérêts des États-Unis

A coups de milliards de dollars, le plan Marshall, l'acte « le plus désintéressé de l'histoire » selon Churchill, a permis aux Américains de s'investir durablement dans les affaires du Vieux Continent et a ramené la prospérité dans l'Europe de l'Ouest en ruines. De part et d'autre de l'Atlantique, les réticences étaient pourtant grandes.

«La vérité, c'est que les besoins de l'Europe pour les trois ou quatre prochaines années en nourriture ou autres produits essentiels en provenance de l'étranger - notamment des États-Unis - sont si supérieurs à sa capacité actuelle de financement qu'elle doit recevoir une assistance supplémentaire substantielle ou faire face à une détérioration économique, sociale et politique d'une extrême gravité. » Dans son célèbre discours du 5 juin 1947 à Harvard, George C. Marshall, secrétaire d'État ministre des Affaires étrangères américain depuis le mois de janvier, résume parfaitement le but du plan auquel son nom est demeuré attaché : sauver un ordre [économique] international<sup>3</sup> conforme aux intérêts des États-Unis. [...]

Source : P. Melandri, le coup de génie du général Marshall, *Les collections de l'histoire* n° 56, p. 42

## Document 3 : Les États-Unis, une puissance impérialiste après 1945 ?

Les Américains se voient en défenseurs du monde libre. Il y a là évidemment une part d'hypocrisie. Car il existe bien des rapports de domination, de nature politique, militaire et économique. Quand Truman déclare en mars 1947 que les États-Unis sont pour la première

<sup>3</sup> Cet ordre économique international repose sur les accords de Bretton Woods signés en 1944 qui font du dollar la seule monnaie de compte internationale, gagée sur la valeur de l'or. Toutes les monnaies voient ensuite leurs valeurs calculées par rapport au dollar.

fois en position d'établir la paix dans le monde, il parle de la liberté de pensée, de la liberté politique mais aussi de la liberté du commerce : on retrouve là leur intérêt économique et l' « *open door policy* » politique de la porte ouverte de la fin du XIXe siècle. [...]Pour l'Europe, en tout cas, on ne peut pas parler d'un impérialisme « classique » : les États-Unis donnaient le plan Marshall\* à condition que les Européens coopèrent entre eux. [...]Parlons d'un impérialisme éclairé, d'inspiration libérale, dans la mesure où il servait à la fois les intérêts américains et ceux des Européens, qui émergeaient des décombres de la guerre.

Source : P. Hassner, Un Empire pas comme les autres, *Les collections de l'histoire n° 56*, p. 49 et suiv.

#### **Document 4 : L'action des États-Unis dans le monde pendant la Guerre Froide**

Si impérialisme il y a [en Europe], il n'est pas de même nature, en tout cas, que celui que Washington pratique à l'égard de l'Amérique latine. Là, on est dans une configuration d'un classicisme impeccable. Au Guatemala ou à Saint-Domingue, les Américains, sous Eisenhower comme sous Kennedy, n'hésitent pas à financer des coups d'État pour renverser des gouvernements légitimes.

La même politique se poursuit au Chili en 1973, sous Nixon, lorsque les États-Unis favorisent la prise de pouvoir par Pinochet. Les Américains se considèrent comme chez eux, dans leur pré carré. La doctrine Monroe formulée au début du XIXe siècle reste de mise. [...]En Asie, c'était encore différent, les Américains ont établi des relations bilatérales multiples avec le Japon, avec Taïwan quand la Chine est devenue communiste, avec le Pakistan - l'Inde étant non-alignée. Les différents alliés des États-Unis restaient souvent en mauvais termes entre eux. [...]En revanche, les relations des États-Unis avec les divers pays occupation, rééducation, alliance avec le Japon, protection pour la Corée du Sud ou Taïwan, renversement encouragé ou organisé de Sukarno en Indonésie, aux Philippines lutte contre la guérilla révolutionnaire, puis soutien à la démocratie lors du renversement du dictateur Marcos, renversement de Mossadegh par la CIA\* en Iran ont été permanentes, encore que variables. [...]Roosevelt avait fait le pari de la bonne foi de Staline, « *le plus grand pari de l'histoire* », comme il l'avait confié à son fils. Mal lui en a pris. [...]Si, des diplomates - Averell Harriman, Georges Kennan - ont fait part de leurs inquiétudes. Mais jusqu'en 1946, l'attitude officielle à Washington reste constante : nous sommes alliés, c'est à nous de nous entendre pour régler les affaires du monde au lendemain de la guerre. [...] [La doctrine du *containment*] s'élabore au terme d'une réflexion qui fait le constat de la dégradation irréversible des relations entre Occidentaux et Soviétiques. En février 1946, le diplomate américain George Kennan, en poste à Moscou, adresse à Washington un long télégramme où il invente la doctrine de l'endiguement, le *containment*. [...]Le 12 mars 1947, Truman prononce au Congrès un discours dans lequel il propose l'aide des États-Unis aux pays qui veulent défendre leur liberté. Une date souvent considérée comme la date de naissance de la guerre froide.

Source : P. Hassner, Un Empire pas comme les autres, *Les collections de l'histoire n° 56*, p. 49 et suiv.

Questions :

1. Identifiez les raisons qui expliquent que les États-Unis soient sortis de leur isolationnisme après la Seconde Guerre Mondiale ?

Les États-Unis sont sortis de leur isolationnisme après la 2GM car ils sont d'abord l'une des superpuissances restantes à la suite de la 2GM. Ils se positionnent aussi dans la droite ligne de la politique wilsonienne de maintien d'une paix universelle et durable et de sécurité collective qui passe par les mains des superpuissances.

Une deuxième raison explique cette sortie de l'isolationnisme : le refus de la propagation du communisme partout en Europe.

2. Pourtant, montrez qu'en 1945, les États-Unis ne veulent pas gérer les relations internationales comme seule et unique superpuissance (utilisez vos connaissances de première).

En 1945, il n'est pas question pour les Etats-Unis de gérer le monde en tant que seule et unique superpuissance. Dans la droite ligne du wilsonisme, ils proposent la création d'une organisation internationale chargée du maintien de la paix, l'ONU, guidée par les grandes puissances victorieuses de la guerre.

3. A l'aide du document 3 du I. A., expliquez que le déclenchement de la Guerre Froide par les Etats-Unis n'a rien d'inéluctable.

Deux visions opposées apparaissaient dans l'entourage de Roosevelt et de Truman (thèse de l'historien américaine Yergin) :

- Un premier groupe qui, dans la droite ligne de l'opinion de Roosevelt avant Yalta, pense que :
  - o la politique étrangère soviétique cherche d'abord l'intérêt national de l'URSS et non la révolution idéologique.
  - o Tout en étant totalitaire à l'intérieur, le régime ne vise pas à une exportation du modèle totalitaire.
  - o Les EU doivent entretenir chez les soviétiques des idées de sécurité et donc maintenir un contact étroit avec les soviétiques pour les rassurer.
- Un autre groupe qui tourne autour d'anciens diplomates en poste en URSS avant l'entrée en guerre des EU qui pense que :
  - o URSS révolutionnaire mue par l'idéologie et pas par l'intérêt national
  - o C'est un système totalitaire qui rêve d'exporter le totalitarisme
  - o Les EU doivent être prudents et doivent faire preuve d'un positionnement le plus radical possible et d'un refus de la négociation

Les discours de Churchill à Fulton en 1946 et le télégramme de Kennan en 1946 donnent au pouvoir américain des raisons de prendre conscience de l'expansion communiste en Europe et de son influence grandissante dans les pays libérés du joug nazi. Face à ce que les EU considèrent comme une menace, ils mettent en place un politique interventionniste : celle du *containment*.

4. Expliquez quels sont les intérêts qui expliquent que les Etats-Unis ne soient pas favorables à ce que l'Europe sombre dans la dépression économique, voire dans le communisme ?

Les Etats-Unis ont prêté beaucoup d'argent aux pays européens, notamment la GB, au cours de la seconde guerre mondiale. L'entrée de l'Europe dans la dépression, voire le communisme, leur ferait perdre les retours de capitaux. Pire encore, en 1944, à Bretton Woods a été mis en place un système monétaire nouveau fondé sur la parité or du dollar. Une entrée de l'Europe en récession pénaliserait l'économie américaine et le basculement dans le communisme mettrait à mal l'idée de l'expansion du modèle libéral.

5. Dans quelles mesures peut-on dire qu'une fois la Guerre Froide débutée, les Etats-Unis ont été interventionnistes, mais à des degrés différents selon les continents (utilisez aussi les connaissances de première) ?

Sur l'ensemble des continents, les Américains sont interventionnistes, voire impérialistes. En Europe, l'impérialisme n'est pas classique. Cependant, les EU vont intervenir pour favoriser la coopération européenne en étant favorable à la construction européenne et en mettant en place l'OTAN. Sur d'autres continents, comme l'Amérique Latine, leur « chasse gardée », ils ne vont pas hésiter, via à la CIA, à mettre en place des régimes qui leur sont favorables même au prix de coup d'Etat : épisode raté de la baie des cochons à Cuba, coup d'Etat de Pinochet contre le socialiste Allende au Chili.

En Asie, les théories du *containment* et du *roll back* ont amené les Etats-Unis à mettre en place des opérations militaires d'envergure lors de la guerre de Corée et de la guerre du Vietnam, qui se sont terminées par des échecs et par des violentes répercussions sur le territoire américaine, notamment pour la guerre du Vietnam.

### **C. Les Etats-Unis jusqu'aux années 1960, entre domination économique et *Soft power***

Documents à utiliser : Le plan Marshall, pourvoyeur d'un nouvel modèle d'économie libérale pour le monde (P. Melandri, le coup de génie du général Marshall, *Les collections de l'histoire* n° 56, p. 42), document 5 p. 71, *Le Soft Power*, une autre forme de la puissance américaine (J. M. Gaillard, Les Etats-Unis sont-ils tous puissants, *Les collections de l'Histoire* n° 7, 2000)

#### **Document 1 : Le plan Marshall, pourvoyeur d'un nouvel modèle d'économie libérale pour le monde**

Dans son célèbre discours du 5 juin 1947 à Harvard, George C. Marshall, secrétaire d'État ministre des Affaires étrangères américain depuis le mois de janvier, résume parfaitement le but du plan auquel son nom est demeuré attaché : sauver un ordre international conforme aux intérêts des États-Unis.

Aussi les Américains cherchent à appliquer au monde les méthodes auxquelles ils attribuent leur prospérité. Discernant dans un vaste marché national une des clés de leur succès, ils comptent sur l'abolition des discriminations douanières pour réaliser à l'échelle de la planète cette division optimale du travail qui accroît la productivité. Voyant dans l'initiative privée le meilleur gage d'efficacité, ils sont décidés à la protéger des nationalisations. Mais comprenant aussi, *New Deal* oblige, l'intérêt d'un interventionnisme tempéré, ils financent la création d'organisations internationales afin d'atténuer les fluctuations économiques trop brutales.

Tandis qu'une Organisation des Nations unies ONU est mise en place pour gérer la paix, de nouvelles institutions sont chargées d'assurer le rétablissement de la prospérité : la Banque internationale pour la reconstruction et le développement BIRD, le Fonds monétaire international FMI et une Organisation internationale du commerce qui ne verra pas le jour mais aboutira en 1947 au General Agreement on Tariffs and Trade GATT, Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

Pour les États-Unis, ce système est le plus favorable qui se puisse imaginer. Il institutionnalise leur *leadership* économique tandis que leur statut plus modeste de « *primus inter pares* » au Conseil de sécurité des Nations unies limite le coût de leurs nouvelles responsabilités. Cette illusion est de courte durée. [...]

Le 3 avril 1948, le président Harry Truman signe enfin la loi qui lance le Plan de reconstruction européenne European Recovery Program. Les pays assistés doivent signer une convention collective qui institue l'Organisation européenne de coopération économique OECE. Par ailleurs, chaque pays bénéficiaire doit conclure avec les États-Unis un accord bilatéral par lequel il s'engage à utiliser au mieux les ressources à sa disposition, à stabiliser sa monnaie, à coopérer avec les autres participants pour libérer les échanges commerciaux, à ouvrir aux Américains l'accès à ses ressources naturelles, enfin à accueillir une mission de l'Economic Cooperation Administration ECA, l'agence chargée de la gestion du plan.

Source : P. Melandri, le coup de génie du général Marshall, *Les collections de l'histoire* n° 56, p. 42

#### **Document 2 : Le *Soft Power*, une autre forme de la puissance américaine**

Considérant les biens culturels comme des produits comme les autres qui se vendent et s'achètent, s'importent et s'exportent, les États-Unis s'efforcent d'obtenir la libéralisation complète des échanges dans ce secteur [...].

Bien qu'ils se heurtent à la résistance des pays tiers, en particulier des Européens, et parmi eux des Français [...], les États-Unis occupent déjà une position prééminente. Dans le domaine du cinéma, les « *blockbusters* », succès mondiaux, sont, à quelques exceptions près, produits aux États-Unis par les sept grands studios d'Hollywood. Peu nombreux encore dans les années



1960 James Bond ou 1980 Indiana Jones, ils sont maintenant monnaie courante, de *Jurassic Park* à *Titanic*, de *Matrix* à *La Menace fantôme*. [...].

Le symbole de cette industrie est peut-être, plus que les compagnies Viacom ou Time Warner, Walt Disney qui s'est alliée en 1997 avec Coca-Cola et McDonald's dans un partenariat de dix ans, chacune s'engageant à diffuser les produits des deux autres.

Et l'on peut en dire autant de la télévision : émissions pour enfants, sitcoms, feuilletons ont envahi les écrans du monde entier. En Europe, il est des heures et des pays où les productions américaines occupent 70 % du temps d'antenne hors émissions d'information et de variétés. De *Dallas*, *Dynasty*, *Starsky et Hutch*, dans les années 1980, aux séries cultes des années 1990 et succès d'aujourd'hui tels *New York Police Blues*, *Friends*, *X-Files* ou *Ally Mac Beal*, [*CSI*, *Bones*, *Dr House*, *Desperate Housewives*], c'est bien l'Amérique qui donne le tempo.

Son industrie culturelle rapporte 18 milliards de dollars par an et représente le deuxième poste à l'export. Elle recouvre aussi bien les matériels que les programmes, au cinéma, à la télévision, y compris dans le domaine particulier de l'information : les États-Unis possèdent deux réseaux à couverture mondiale par satellite, Worldnet public et CNN privé dont on a souligné le rôle lors de la guerre du Golfe.

[...] C'est donc la « culture américaine » au sens large — en y incluant musique, vêtement, façon de se nourrir — qui semble s'imposer. [...].

Source : J. M. Gaillard, Les Etats-Unis sont-ils tous puissants, *Les collections de l'Histoire* n° 7, 2000

Questions :

1. En dehors de l'influence politique et diplomatique, expliquez comment s'exerce la puissance américaine à partir de la fin de la Seconde Guerre Mondiale ?

La puissance américaine à partir de la fin de la 2GM s'exerce aussi grâce à la puissance économique et financière. En effet, les accords de Bretton Woods passé en 1944 accordent une suprématie au dollar sur les autres monnaies du monde. De plus, les Etats-Unis sont à l'initiative de la création de grandes organisations internationales visant au maintien du modèle économique libéral dans le monde : FMI, BIRD, projet de l'OIC. La puissance économique déjà détenue avant guerre, renforcée pendant la guerre et augmentée après la 2GM permet aussi aux EU d'assurer une suprématie sans précédent sur le monde occidental.

2. Expliquez comment la domination économique a-t-elle été mise en place ?

Deux projets sont concurrents aux accords de Bretton Woods :

- D'un côté le projet britannique porté par Keynes avec un système fondé sur une nouvelle monnaie le Bancor avec une banque internationale à l'échelle mondiale qui dépendrait d'une organisation internationale.
- De l'autre le projet américain de White qui veut que coûte que coûte la parité avec l'or soit maintenue car les EU ont à l'époque les 2/3 des réserves d'or mondial et qu'il n'y ait pas une banque mondiale gérée internationalement.

C'est à Bretton Woods qu'on décide de créer une organisation de commerce international OIC qui n'est pas ratifiée lors de la conférence de la Havane (Fin 1947 ou début 1948 avec un refus de ratification du congrès américain en 1948)=> création du GATT. Est créé le FMI où la quote part est liée au PIB du pays donc domination des Etats-Unis. L'intérêt de Bretton Woods était de permettre la circulation des liquidités.

Cependant, il fallait pour que cela marche que les pays européens aient des liquidités. Mais, dans des pays exsangues à la suite de la guerre, il fallait développer un plan d'aide économique : cas du plan Marshall.

La puissance des compagnies américaines expliquent aussi la supériorité économique des EU. C'est le cas des grandes compagnies comme Coca-Cola mais aussi le cas des accords Blum-Byrnes en 1946 qui permettent l'ouverture du marché français aux films américains. Cependant, certains pays, notamment la France, résistent à ce que certains considèrent comme une invasion des produits américains, mettant en danger les produits du pays.

3. En dehors de l'économie, quel autre moyen a été utilisé par les Etats-Unis pour développer son influence dans le monde et ce, dès la Guerre Froide ?

Les Etats-Unis utilisent la culture au sens large du terme pour diffuser leur modèle et leurs valeurs, notamment les valeurs de tolérance, de justice. Par la diffusion des marques (Coca-Cola, MacDonald's) mais aussi par l'intermédiaire du cinéma et de la télévision, ils ont diffusé une grande partie de leur mode de pensée et de fonctionnement à l'ensemble du monde. La société de consommation se constitue et devient un argument dans la lutte contre le camp ennemi. Dans les années 1950-1960, derrière les décideurs, il y a l'idée de la mise en avant du confort qui doit se diffuser dans l'ensemble du monde.

## **II. De « l'hyperpuissance » des années 1990 à la contestation de la puissance américaine dans les années 2000**

### **A. Le Nouvel Ordre Mondial dans les années 1990, un réel multilatéralisme ?**

Documents à utiliser : carte p. 80-81, Le Nouvel Ordre mondial selon G. Bush (Site de la Maison Blanche), Les Etats-Unis, une « hyperpuissance » dans les années 1990 ? (Ph. Golub, Le spectre de la décadence, *Les collections de l'histoire n° 56*, p. 69-70).

#### **Document 1 : Le Nouvel Ordre Mondial selon Georges Bush**

[...] Ce soir, je veux vous parler de ce qui est en jeu, de ce que nous devons faire ensemble pour défendre partout les valeurs du monde civilisé et pour maintenir la force économique de notre pays.

Nos objectifs dans le golfe Persique sont clairs, précis et bien connus :

- L'Irak doit se retirer du Koweït complètement, immédiatement et sans condition ;
- le gouvernement légitime du Koweït doit être rétabli ;
- la sécurité et la stabilité dans le golfe Persique doivent être garanties ;
- les ressortissants américains à l'étranger doivent être protégés.

Ces objectifs ne sont pas seulement les nôtres. Ils ont été approuvés par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies [...]. La plupart des pays partagent notre volonté de faire respecter les principes. [...] Il est clair qu'aucun dictateur ne peut plus compter sur l'affrontement Est-Ouest pour bloquer l'action de l'ONU contre toute agression.

Un nouveau partenariat des nations a vu le jour.

[...] De cette période difficile, notre cinquième objectif, un nouvel ordre mondial, peut voir le jour : une nouvelle ère, moins menacée par la terreur, plus forte dans la recherche de la justice et plus sûre dans la quête de la paix. Une ère où tous les pays du monde, qu'ils soient à l'Est ou à l'Ouest, au Nord ou au Sud, peuvent prospérer et vivre en harmonie. [...] Aujourd'hui, ce nouveau monde cherche à naître. Un monde tout à fait différent de celui que nous avons connu. Un monde où la primauté du droit remplace la loi de la jungle. Un monde où les états reconnaissent la responsabilité commune de garantir la liberté et la justice. Un monde où les forts respectent les droits des plus faibles.

[...] Les Etats-Unis et le monde doivent défendre leurs intérêts communs vitaux. Et ils le feront.

Les Etats-Unis et le monde doivent soutenir la primauté du droit. Et ils le feront.

Les Etats-Unis et le monde doivent se dresser contre l'agression. Et ils le feront.

Et une dernière chose : dans la poursuite de ces objectifs, les Etats-Unis ne se laisseront pas intimider.

[...] Les récents événements ont certainement montré qu'il n'existe pas de substitut au leadership américain. Face à la tyrannie, que personne ne doute de la crédibilité et du sérieux des Etats-Unis. Que personne ne doute de notre détermination. Nous défendrons nos amis.

[...]

## Document 2 : Les États-Unis, une « hyperpuissance » dans les années 1990 ?

La dissolution de l'URSS en 1991 a entraîné une disparité stratégique extraordinaire. Les États-Unis se sont retrouvés dans une configuration inédite « d'unipolarité », c'est-à-dire de suprématie militaire mondiale incontestée. [...] L'avantage économique américain était beaucoup moins marqué, mais les États-Unis étaient redynamisés par leur avance dans la révolution, encouragée par l'État, des technologies de l'information. Du fait de l'afflux de capitaux venant s'investir aux États-Unis, ces derniers ont pu financer leur expansion économique à faible coût.

Leurs principaux concurrents s'étaient simultanément affaiblis. Du fait des coûts de la réunification allemande, l'Europe devait connaître une décennie de croissance molle. Le Japon, qui paraissait économiquement triomphant dans les années 1980, était tombé dans une longue période de stagnation dont l'archipel n'est pas encore vraiment sorti. Au plan des représentations, le modèle américain semblait triompher, tant dans les modes de consommation qu'au niveau politique avec la vague de démocratisation en Amérique latine et en Asie orientale. En somme, à l'abord de l'an 2000, les États-Unis paraissaient dans le meilleur des mondes possibles.

Le résultat fut un accès de triomphalisme. [...] Voix parmi tant d'autres, début 2001, Henry Kissinger écrivait : « *A l'aube du nouveau millénaire, les États-Unis jouissent d'une prééminence qui n'a jamais été égalée, même par les plus grands empires du passé. De l'armement à l'esprit d'entreprise, de la science à la technologie, de l'éducation supérieure à la culture populaire, l'Amérique exerce un ascendant sans parallèle sur la planète.* » Pour leur part, les néoconservateurs se mirent à rêver d'un « nouveau Siècle américain » et à bricoler une stratégie pour pérenniser la « *nouvelle ère d'unipolarité* ».

Source : Ph. Golub, Le spectre de la décadence, *Les collections de l'histoire* n° 56, p. 69-70

Questions :

1. Après avoir replacé le document 1 dans son contexte, vous en présenterez l'auteur.

Le discours prononcé par Georges Bush Senior a été diffusé quelques jours après l'invasion du Koweït par l'Irak de Saddam Hussein, au moment où les troupes de la coalition internationale se réunissent et tentent un dernier ultimatum avant l'engagement militaire qui a lieu quelques semaines plus tard. L'auteur est le président des États-Unis, le Républicain G. Bush Senior, depuis 2 ans à la Maison Blanche. Il a été vice-président de Ronald Reagan. Il fait partie de ceux qui mettent sur pied et demande l'intervention internationale en Irak.

2. En quoi ce texte montre-t-il que les États-Unis sont une « hyperpuissance » ?

Les États-Unis paraissent dans le texte être une « hyperpuissance » car ils se présentent comme la seule puissance capable, militaire et diplomatiquement, d'assurer le leadership mondial dans le cadre des institutions internationales. Ils se présentent comme étant les seuls capables d'assurer le rôle de « gendarmes du monde » et de veiller au maintien de la paix et au respect des frontières. Cette qualité « d'hyperpuissance » est avant tout militaire avant d'être diplomatique et économique car les États-Unis possèdent le plus grand arsenal militaire de tous les temps. De plus, les États-Unis remplissent les quatre critères qui fondent l'hyperpuissance :

- la supériorité militaire
- la réussite économique
- la domination technologique
- l'influence culturelle.

3. Montrez que la position des États-Unis dans le monde repose sur une vision multilatérale ?

La position des États-Unis dans le monde repose sur une vision multilatérale, car, même s'ils se présentent comme les garants de la paix dans le monde, ils précisent qu'ils doivent le faire dans le cadre d'une association des autres États aux forces de défense de la paix. G. Bush

précise que les Nations Unies doivent être le cadre de la gestion de la paix à l'échelle mondiale comme il le dit dans son discours : « Ces objectifs ne sont pas seulement les nôtres. Ils ont été approuvés par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies ». Cette vision montre que les EU entendent se placer dans le cadre des institutions internationales, respecter leur fonctionnement tout en y exerçant un leadership important.

4. Pour autant, cette vision multilatérale n'est-elle pas marquée par une volonté de supériorité des Etats-Unis et un rôle de leadership dans le monde ?

Les EU présentent une volonté d'intervention multilatérale. Cependant, ils entendent garder le leadership sur les relations internationales. Ce sont les seuls à pouvoir intervenir rapidement sur tous les théâtres d'opération extérieure, sous couvert de l'ONU ou de l'OTAN. Ils ont la plus grande puissance militaire, économique et culturelle et peuvent donc se permettre d'influencer les décisions mondiales.

5. Selon le terme d'Hubert Védrine, les Etats-Unis étaient-ils une « hyperpuissance » dans tous les domaines ?

Les caractéristiques de « l'hyperpuissance » sont réunies, à part peut-être l'hyperpuissance économique car, dès les années 1990, l'économie américaine est marquée par des fragilités. La supériorité économique des EU ne vient de sa supériorité mais des difficultés de ces principaux concurrents et de sa supériorité dans le domaine des TIC.

### **B. Le retour à l'unilatéralisme après 2001**

Documents à utiliser : Le choix de l'unilatéralisme (Ph. Golub, Le spectre de la décadence, *Les collections de l'histoire* n° 56, p. 70), document 2 p. 75, document 1 p. 77, les Etats-Unis et le monde au lendemain du 11 septembre 2001 (cartothèque science-po).

#### **Document 1 : Le choix de l'unilatéralisme**

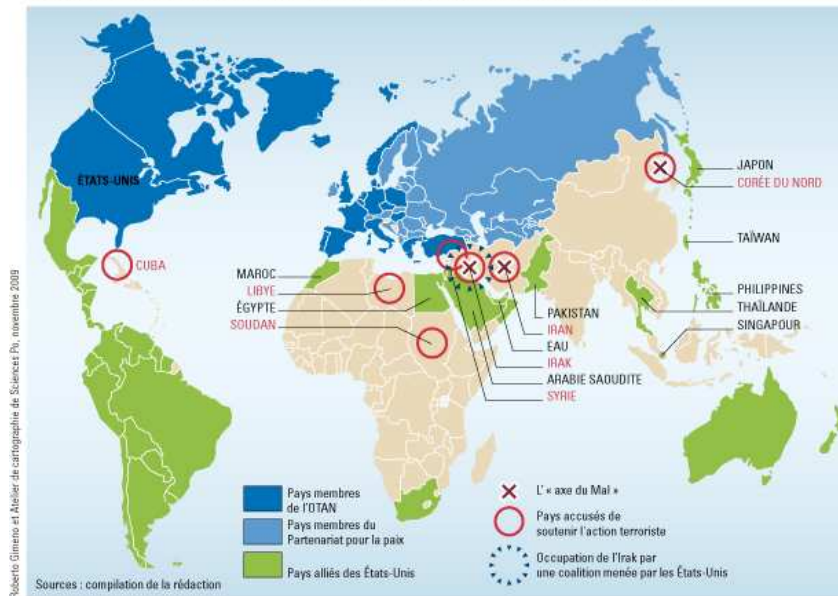
Les attentats ont révélé une vulnérabilité à un défi de type nouveau - le terrorisme transnational non étatique - et profondément atteint le moral des Américains. Mais ils n'ont pas modifié la nouvelle donne des relations internationales. Les grands équilibres n'ont pas été rompus.

Ce qui a modifié la donne, du moins en partie, est la réponse de l'administration Bush aux attentats du 11-Septembre. Cette dernière a choisi une stratégie de rupture en officialisant une doctrine de guerre préventive, en abandonnant les institutions multilatérales et le droit humanitaire international, et en engageant une mobilisation militaire de grande ampleur dont la finalité n'était pas logiquement liée au terrorisme transnational. L'objectif sous-jacent était de remodeler les relations internationales. Le 12 octobre 2001, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld déclarait dans une interview accordée au *New York Times*, que les événements du 11-Septembre représentent « le genre d'opportunités que la Seconde Guerre mondiale avait offertes de refaçonnner une grande partie du monde ».

Source : Ph. Golub, Le spectre de la décadence, *Les collections de l'histoire* n° 56, p. 69-70

## Document 2 :

### Les États-Unis et le monde au lendemain du 11 septembre 2001



SciencesPo.

in Questions internationales n°41, janvier-février 2010,  
La Documentation française

## Questions :

1. Montrez que les États-Unis adoptent une position unilatérale après les attentats du 11 septembre 2001.

L'administration Bush avait clairement formulé une doctrine. La vision de Bush, influencée par le néoconservatisme, était que les États-Unis devaient combattre une menace mondiale : le terrorisme et les dictatures hostiles nécessitant l'unilatéralisme marqué par le refus de signer le protocole de Kyoto ou le dédain affiché à l'égard des institutions internationales, le droit de se défendre, y compris préventivement, contre une menace terroriste, et une politique active de « démocratisation » du Moyen-Orient perçu comme le principal foyer de menace pour la sécurité des États-Unis. Cette approche, idéologiquement structurée, avait incontestablement des traits impériaux : l'interventionnisme en Asie centrale, la guerre globale contre le terrorisme sans limite dans le temps ou l'espace, l'ambition de reconstruire politiquement le Moyen-Orient, rappelaient les grandes heures de la guerre froide. G. W. Bush va endosser l'option des « néoconservateurs », ces théoriciens d'une politique interventionniste musclée. Il déclare la guerre au terrorisme, et se découvre une nouvelle mission : apporter la démocratie au monde et « remodeler » le Proche-Orient, berceau de l'islamisme.

Dans l'esprit de cet unilatéralisme américain, l'ONU est d'abord un obstacle : par l'importance « excessive » qu'elle donne au droit et aux procédures, par la lourdeur et l'inefficacité de la bureaucratie et par ses prétentions moralisatrices. Or les États-Unis se considèrent engagés dans une lutte à mort où l'efficacité doit primer.

Pourtant l'ONU, ou plus précisément le Conseil de sécurité, a montré sa compréhension de l'anxiété américaine : dès le 12 septembre 2001, le Conseil vote, à l'unanimité, la résolution 1368, reconnaissant que l'agression du World Trade Center place les États-Unis en position de légitime défense et les autorisant à détruire le régime des talibans, qui abrite, en Afghanistan, Al-Qaïda.

De même, les décisions se prennent à l'échelle présidentielle, avec les conseillers proches, le NSC, la CIA, la NSA, la sécurité intérieure et l'ensemble des agences de renseignement. Le Congrès est à nouveau peu impliqué dans un certain nombre de décisions.



2. Montrez que depuis 2008 et l'arrivée de Barack Obama, les idées issues du wilsonisme sont de nouveau à l'ordre du jour, de même que le multilatéralisme.

On ne pouvait parler alors, et on ne peut toujours pas, parler de « doctrine Obama » à propos de la politique étrangère actuelle des États-Unis. Or on ne trouve pas, depuis 2008, un ensemble idéologique aussi cohérent que celui de la période G. W. Bush. Il convient plutôt de parler, dans le cas d'Obama, d'orientations générales qui constituent plus une méthode qu'un corps idéologique bien repérable : Obama a, dans l'ensemble, apaisé les relations tendues des États-Unis avec une partie importante du monde, particulièrement le monde musulman, mais aussi la Russie et la Chine ; et il a remis à l'ordre du jour le multilatéralisme et la coopération internationale.

Obama a en partage avec Bush une vision morale de la « responsabilité » des États-Unis dans le monde, héritière de l'idéalisme wilsonien, qu'il a affirmée à plusieurs reprises comme lors de l'intervention en Libye : « *Mettre de côté la responsabilité de leader des États-Unis et plus profondément notre responsabilité vis-à-vis d'autres êtres humains serait une trahison de ce que nous sommes.* »

### **C. Une « hyperpuissance » économique depuis les années 1990 ? (CM)**

L'avantage économique américain était beaucoup moins marqué, mais les États-Unis étaient redynamisés par leur avance dans la révolution, encouragée par l'État, des technologies de l'information. Du fait de l'afflux de capitaux venant s'investir aux États-Unis, ces derniers ont pu financer leur expansion économique à faible coût.

Leurs principaux concurrents s'étaient simultanément affaiblis. Du fait des coûts de la réunification allemande, l'Europe devait connaître une décennie de croissance molle. Le Japon, qui paraissait économiquement triomphant dans les années 1980, était tombé dans une longue période de stagnation dont l'archipel n'est pas encore vraiment sorti. Au plan des représentations, le modèle américain semblait triompher, tant dans les modes de consommation qu'au niveau politique avec la vague de démocratisation en Amérique latine et en Asie orientale. En somme, à l'abord de l'an 2000, les États-Unis paraissaient dans le meilleur des mondes possibles.

La guerre en Irak, et la politique de guerre préventive en général, a eu des coûts exorbitants de la guerre pour le Trésor américain. Le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz a avancé le chiffre de 3 000 milliards de dollars si l'on ajoute aux coûts directs de près de 1 000 milliards les coûts indirects que constituent les intérêts sur la dette, car la guerre a été financée par l'endettement externe, et les coûts différés de 1 000 milliards pour les soins et les pensions invalidité des vétérans. A tout cela s'ajoute le coût plus large difficilement chiffrable pour la société du fait du détournement de ressources qui auraient pu être consacrées à des besoins internes : éducation, infrastructures, santé, etc. Le prix des aventures impériales est donc très élevé.

Aujourd'hui, la puissance économique et culturelle américaine diminue. Du point de vue de l'économie, plutôt que de déclin américain, il est plus pertinent aujourd'hui de parler de rééquilibrage graduel des relations internationales. Si les États-Unis restent la première puissance militaire et la première source d'innovation technologique, leur position relative dans l'économie mondiale décroîtra dans les années à venir.

Au cours des dernières décennies nous avons assisté à l'émergence ou la réémergence, selon les cas, de régions postcoloniales telles que la Chine, l'Inde, l'Amérique latine, qui désormais représentent des composantes dynamiques de l'économie mondiale capitaliste. Structurellement parlant, il s'agit du changement le plus significatif de l'histoire internationale depuis la révolution industrielle européenne. La mondialisation de la fin du XXe siècle, impulsée par les États-Unis, a certes intégré la planète, mais elle a aussi conduit à des nouvelles concentrations de richesse, et donc à terme de puissance, dans des États qui, comme

la Chine, ont su canaliser les flux financiers et commerciaux à des fins de développement endogènes.

Cette transformation met un terme au cycle pluricentenaire de primauté occidentale. Il y aura inévitablement redistribution de la puissance et les États-Unis, comme l'Europe, devront s'y adapter. La Chine devient un « cœur » parmi d'autres, pour reprendre l'expression de Braudel, dans un monde polycentrique et pluriel. Elle ne deviendra pas le cœur du monde. Il faudra donc partager le pouvoir. Cela ne sera sans doute pas aisé puisque, comme le disent si bien les historiens Peter Cain et Anthony Hopkins, « *les porte-parole des puissances dirigeantes n'admettent pas facilement l'idée que la fin de leur période de domination ne soit pas nécessairement la fin du monde* ».

Mais le partage équivaut-il au « déclin » ? Les discours déclinistes masquent les enjeux globaux contemporains cruciaux que sont l'interdépendance et la coopération ; ils dissimulent les défis internes tout aussi urgents auxquels fait face la société américaine : les inégalités, l'éducation, la santé... Ce sont les réponses données à ces problèmes qui détermineront l'avenir. Le raisonnement vaut tout autant pour la Chine qui connaît des turbulences sociales et politiques importantes, sans parler de l'Europe qui erre et se déchire.

Conclusion : organigramme p. 83